

VFIKD-Opportunités et Défis d'une Coopération Tunisie-Chine

Salah Hannachi 18.06.2022

I. Introduction

La Chine est aujourd'hui un acteur géoéconomique, et de plus en plus géopolitique, majeur. Le retour de la Chine sur la scène géoéconomique et géopolitique bouleverse l'ordre international qui a prévalu depuis la fin de la deuxième guerre mondiale en 1945. Il crée des opportunités et des défis majeurs et un impératif urgent d'ajustement dont la Tunisie, comme tous les pays, doit tenir compte dans sa vision, sa stratégie, son action diplomatique et son action de développement.

Le retour de la Chine crée des opportunités de financement plus amples et plus flexibles que celles actuellement accessibles à la Tunisie au plan bilatéral, régional et multilatéral. Il crée aussi des opportunités économiques d'investissement dans l'infrastructure, en particulier l'infrastructure de connectivité, dans la chaîne d'approvisionnement et de production de valeurs et de solutions, dans le transfert de technologie et dans le partenariat dans le développement, le savoir, et l'innovation.

Le retour de la Chine a lieu dans un contexte international et régional qui augmente aussi bien les opportunités que les défis. Il coïncide avec la montée de toute l'Asie de l'Est, au nord comme au Sud, et avec la naissance de grands espaces de libre échange comme le RCEP, le CPTPP, l'IPEF. Ces espaces, tous centrés sur l'Indopacifique déplacent à l'Est le centre de gravité de l'économie mondiale. Désormais, nous irons en Asie, chercher non seulement la science et la sagesse, mais aussi la croissance et la prospérité.

Il a lieu aussi à une époque où l'Afrique devient le centre d'un grand triangle de prospérité entre l'Amérique du Nord à l'Ouest, l'Europe au Nord et l'Asie de l'Est. Il renforce l'intérêt fort que portent déjà tous les acteurs majeurs internationaux aux ressources, au marché émergent et à la position du Continent. La Tunisie peut ainsi valoriser et mettre en levier et à contribution son capital diplomatique avec tous les pays de l'Afrique et du monde.

A une époque de transition géopolitique majeure, illustrée par la guerre d'Ukraine du 24 février 2022, le retour augmente aussi les défis. Il augmente les tensions et les menaces de crises possibles dans l'Indopacifique, dans la Mer de Chine Méridionale, autour de Taiwan et Hong Kong, etc. Le retour poserait alors pour la Tunisie, comme pour d'autres pays, des défis d'arbitrage entre les opportunités et les défis de développement, mais aussi entre les opportunités et les défis dans les relations internationales. La Tunisie devra reconnaître la réalité et les enjeux de ces arbitrages multiples et en prendre son parti. D'autres pays semblables à la Tunisie l'ont fait et ont pu participer dans les opportunités majeures créées par cette transition de contexte géopolitique, régional et international.

Une connaissance des orientations générales de la politique de la Chine en matière de développement et de relations internationales est un préalable à ce positionnement de Tunisie.

II. Retour de la Chine

Le géo-politologue et diplomate singapourien, Kishore Mahbubani, affirme qu'il est plus correct de parler du "retour" que de la montée ou de l'émergence de la Chine. Il souligne en effet que tout au long des deux derniers millénaires, la Chine n'est passée à l'arrière-plan de l'économie mondiale que

pendant les deux derniers siècles. Pendant les autres 18 siècles, jusqu'au début du 19^{ème}, l'économie chinoise a représenté près de 30% de l'économie mondiale et produisait tous les biens dont elle avait besoin. C'est d'ailleurs cette autarcie qui désespérait les commerçants britanniques et européens de l'époque. Dans ce commerce avec la Chine, ils achetaient de la soie, des céramiques, du thé, etc., sans pouvoir rien lui vendre que l'opium indien pour équilibrer leur commerce.

A. Le commerce avec la Chine, une constante de l'Histoire

En fait tout au long des siècles, le commerce avec la Chine, a été un déterminant majeur des grands événements de l'histoire humaine. Agamemnon fit la Guerre de Troie plus pour les routes de la soie que pour Hélène. Alexandre le Grand est parti en guerre à l'Est et a bâti Alexandrie en Egypte, mais aussi 19 autres Alexandries, dont Kandahar, toutes sur les routes anciennes de la soie en Perse, en Afghanistan, et en Inde. L'empereur romain Constantin a migré la capitale de l'Empire romain de Rome à une nouvelle capitale, Constantinople qu'il a bâtie sur le détroit de Dardanelles. Tous étaient à la recherche de l'accès ou du contrôle des routes de la soie et du commerce avec la Chine. Plus tard, le siège du Khalifat Musulman a migré de Médine à Damas, terminus des routes moyennes de la soie, puis à Baghdâd à la sortie de l'intramarium de ces routes entre la mer Caspienne et le Golfe Persique, puis à Constantinople. Toutes ces migrations étaient aussi orientées par la volonté de contrôle du commerce avec la Chine, raconté à Baghdâd, Dar Es-Salaam, dans le Sinbad des Mille et Une Nuit. Ce sont aussi ces mêmes motivations qui ont animé pour une grande partie les croisades, les périples de Marco Polo, puis d'Ibn Batouta, de Christophe Colomb et de Vasco De Gama, les guerres, les rivalités et les alliances entre les villes, Gênes et Venise, entre Charles Quint et l'Empire Ottoman. Ces aventures, ces ruées, ces voyages, ces courses et ces corsaires, ces guerres, les innovations maritimes et navales qui les ont accompagnées, sont autant de tentatives pour l'accès et le contrôle du commerce avec la Chine.

B. Le Commerce avec la Chine dans les temps modernes

La révolution industrielle avait amélioré la productivité et massifié la production des biens manufacturés, globalisé le transport et créé une expansion immense du commerce international. Le commerce avec la Chine a connu une grande expansion et fut l'objet d'une grande rivalité européenne et anglo-américaine au 18ème et au 19ème siècle. L'indépendance des USA en 1776 avait mis à l'arrêt la construction navale américaine en Nouvelle Angleterre. De même avait-elle coupé les USA du commerce avec le reste de l'Empire Britannique, du commerce des esclaves, de la chasse aux baleines et de la pêche à la morue. Elle a fortement appauvri les villes et les grandes familles commerçantes de Boston et de New-York et des autres villes de l'Est des USA. Ces villes et ces familles, à la recherche d'alternatives, s'étaient alors tournées vers le commerce avec la Chine, entrant en rivalité avec le commerce de leurs anciens colonisateurs anglais. Ce sont d'ailleurs ces acteurs qui ont démarché et convaincu le gouvernement américain de promouvoir la construction du canal du Panama pour renforcer le commerce avec la Chine. L'indépendance des pays d'Amérique Latine a conduit à la guerre Hispano-américaine en 1899 pour le contrôle des Philippines et d'autres îles du Pacifique pour le contrôle du commerce avec la Chine.

C. Admission de la Chine à l'OMC en 2001

A l'ère contemporaine, l'admission de la Chine à l'OMC en 2001 avec l'appui décisif des USA fut un événement majeur passé inaperçu, éclipsé par l'attaque sur les tours jumelles du World Trade Center de New York. Cette admission a donné à la Chine accès à des marchés à très haut pouvoir d'achat aux USA, au Japon, et en Europe. L'admission avec le statut de pays en développement lui a aussi donné l'accès libre à la technologie. Ce double accès a été mis à profit efficacement par une stratégie pionnière d'infrastructure et de connectivité et une doctrine nouvelle de marxisme de marché,

préconisée par Deng Xiaoping dans les années 80 et 90. Cette stratégie était rendue possible par l'accès aux marchés et à la technologie, à l'exemple de ce qu'ont fait les pays du Sud Est Asiatique, mais aussi par la mise en levier de sa masse démographique, de son savoir-faire et de son capital civilisationnel et le savoir-faire ancestral d'organisation du travail et de production manufacturière. Elle a ainsi permis à la Chine de mettre en levier le coût compétitif et la masse de son vaste réservoir de main d'œuvre et de s'engager, à l'exemple des pays de l'ASEAN, du Sud Est Asiatique, dans une grande stratégie d'export développement. La Chine, ancien "empire du milieu", est ainsi devenue aujourd'hui la "puissance commerciale du milieu". Elle est le premier partenaire commercial des plus grandes puissances économiques mondiales comme les USA, le Japon, l'Allemagne, etc., et de plus de cent pays développés et en développement, d'Afrique, d'Asie, d'Amérique, d'Europe, du Moyen Orient, etc. Elle a pu ainsi réaliser et accumuler des excédents commerciaux spectaculaires et des taux de croissance élevés pendant presque quatre décennies et sortir de la pauvreté, durant ce laps de temps relativement court, plus de 700 millions personnes.

III. Relations internationales de la Chine

La stratégie d'export-développement de la Chine lui a permis de réaliser une longue période de très forte croissance économique continue, et de trouver ainsi un chemin pacifique et rapide à la puissance géoéconomique, puis à la puissance géopolitique. Ce chemin à la puissance est très différent du chemin conventionnel de longues et grandes guerres et de conquêtes suivi à travers l'histoire suivi par Athènes et Spartes en Grèce, par Rome en Méditerranée, et plus tard par les autres empires et les autres puissances au Moyen Orient, en Europe, en Asie et en Amérique.

De même y-a-t-il lieu de souligner l'histoire ancienne, moderne et contemporaine de la Chine, en particulier son expérience de l'impérialisme occidental, son statut tout au long des deux derniers siècles de pays en développement, sa longue appartenance militante au groupe G77 des pays non-alignés en développement, et son expérience du communisme, puis du socialisme de marché. Ce parcours est un facteur déterminant du caractère de ses relations internationales. Il lui a permis de développer une sensibilité particulière aux questions du respect de souveraineté et de non interférence dans les questions internes des pays, une bonne connaissance des défis, des expériences et des priorités des pays en développement, et un capital diplomatique important auprès de ces pays qui perçoivent la Chine comme l'un des leurs. Il lui a permis de développer des réflexes, un discours, un dialogue et des protocoles de coopération et d'APD (Aide Publique au Développement) qui sont mieux acceptés par les pays bénéficiaires et ses partenaires en Asie, en Afrique, et en Amérique Latine. De même est-il intéressant de noter les relations et la gestion ancienne et moderne des conflits de la Chine avec son voisinage.

A. Doctrine de non-interférence

L'ancien Ministre Chou en Lai a tenu à souligner, lors de sa rencontre avec le Président Bourguiba, que la Chine n'interviendra pas dans les affaires intérieures des pays partenaires ou amis. Il est remarquable que cette doctrine de non-interférence énoncée il y a plus d'un demi-siècle, continue à largement prévaloir dans la politique étrangère de la Chine. Elle contraste fortement avec l'interventionnisme souvent violent, unilatéral et extra-onusien, d'autres puissances tout au long de l'histoire moderne et contemporaine, tantôt au nom de la croix et des principes, des droits de l'homme, de la démocratie, de la sécurité internationale, de la lutte contre le terrorisme, tantôt au nom de la bannière, d'intérêts vitaux, publics et privés, etc. La continuité de cette doctrine de politique étrangère contraste fortement avec l'intermittence des politiques étrangères de ces puissances. Cet interventionnisme excessif est le résultat d'une impatience et d'un court-termisme congénital, lui-même souvent le résultat de l'interférence d'intérêts commerciaux privés.

B. BRICSA

La Chine a décliné l'invitation des membres du G7 d'adhérer à leur groupe. Elle a préféré maintenir son statut de porte-parole des pays en développement aussi bien au Conseil de Sécurité des Nations Unies qu'à d'autres instances internationales. Elle a par contre participé à la création de mécanismes de dialogue et de gouvernance internationale tels que BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), SCO (Shanghai Cooperation Organisation), etc. La composition du BRICS, différente de celle du G7, inclut les trois hémisphères de l'économie mondiale et représente une grande diversité de niveaux de développement et l'appartenance géographique, culturelle et industrielle. Le BRICS a aussi la particularité d'inclure des représentations de régions non représentés au G7, à l'OCDE ou au Conseil de Sécurité des Nations Unies, comme l'Afrique ou l'Amérique Latine. Cette année, en 2022, l'Argentine, qui avait jusqu'ici décliné l'invitation d'adhérer au BRICS, a changé d'avis et exprimé son intérêt à se joindre au Groupe qui deviendra alors BRICSA.

C. BRI

La Chine a capitalisé sa longue histoire de commerce international tout au long des routes terrestres et maritimes de la soie. Elle a lancé en 2013 à Astana au Kazakhstan et à Jakarta en Indonésie, une initiative ambitieuse et stratégique de co-développement international, l'Initiative Ceinture et Route, BRI, Belt and Road Initiative. Par cette initiative ouverte à tous les pays, la Chine s'engage à financer et à réaliser, avec les pays qui le souhaitent, de grands projets de développement, en particulier des projets d'infrastructure de transport et de connectivité transcontinentale. Les projets de connectivité peuvent être des autoroutes, des lignes de chemins de fer, des routes maritimes, de gares routières, ferroviaires, ou portuaires, des réseaux de communication, etc., favorisant le commerce international.

Cette connectivité transcontinentale multimodale permettra de mettre en relation les marchés, les espaces industriels, les foyers d'excellence technologique en Chine, en Asie centrale, en Afrique, en Europe, au Moyen Orient, dans la région méditerranéenne et même en Amérique Latine.

BRI permettra entre autres de mettre à contribution les capacités excédentaires de construction d'infrastructure ou de production industrielle qui commencent à apparaître dans l'économie chinoise, à mesure qu'elle avance dans l'achèvement de l'aménagement de son propre territoire, de sa capacité industrielle et de son schéma de développement. L'initiative permettra aussi à la Chine de désenclaver l'arrière-pays de son territoire intérieur national ainsi que les territoires enclavés des pays de l'Asie Centrale, de l'Europe Orientale et de l'Afrique. BRI permettra aussi de décongestionner les routes commerciales maritimes existantes qui commencent à être très encombrées, comme celles passant par le détroit de Malacca à Singapour. BRI permettra enfin de réduire la dépendance excessive du commerce de la Chine du passage par l'Indopacifique.

BRI, dans sa configuration actuelle, privilégie l'Asie Centrale, l'Europe Orientale, l'Afrique de l'Est, la Mer Rouge et la Méditerranée Orientale. La Tunisie, en dehors de l'épure BRI, doit œuvrer à trouver sa place dans cette initiative majeure dans laquelle beaucoup de pays du Moyen Orient et même des pays hors épure BRI en Méditerranée, Occidentale, comme l'Algérie, le Maroc et l'Espagne, ont su trouver leur place comme le montre le tableau ci-dessous.

D. AIIB

Tirant les leçons aussi bien de sa propre expérience de développement que de l'exemple du système de Bretton Woods, la Chine a créé la Banque Asiatique d'Investissement d'Infrastructure, l'AIIB, clef de voute de toute stratégie de développement ou de réforme. L'AIIB ouvre des opportunités

majeures de financement pour des pays comme la Tunisie. Il y a lieu de noter que l'adhésion à l'AIB aussi est ouverte à tous les pays, et que, contrairement aux recommandations des USA, des pays comme le Royaume-Uni, l'Allemagne, le Canada, etc., étaient parmi les premiers pays à adhérer à la AIB, dont le Président actuel n'est ni chinois ni même asiatique. Les projets BRI sont financés aussi bien par la AIB que par d'autres banques chinoises comme la New Development Bank, etc.

E. RCEP

L'accord TPP, Trans-Pacific-Partnership, élaboré par l'administration Obama des USA et n'incluant pas la Chine, était décrit par Hilary Clinton comme l'étalon-or des accords de libre-échange. Il aurait permis, entre autres d'élaborer des normes industrielles et commerciales pour la région sans la participation de la Chine. Quand, pour des raisons électorales, Président Trump, avait décidé d'abandonner l'accord, la Chine a introduit le RCEP, longtemps préconisé par l'Indonésie et les pays de l'ASEAN.

L'accord RCEP, Regional and Comprehensive Economic Partnership, est un accord de libre échange qui rassemble quinze (15) pays, les dix (10) membres des pays de l'ASEAN, trois (3) pays du Nord Est de l'Asie, la Chine, la Corée du Sud, et le Japon, ainsi que deux (2) pays du Pacifique Sud, l'Australie et la Nouvelle Zélande. Il est édifiant de noter La superficie géographique, la taille démographique, 2.2 milliards d'habitants, le poids économique et commercial, 2.2 trillions de dollars, i.e. 30%, du PIB mondial, et 28% du commerce international du RCEP. Ils sont des indicateurs de la grande importance de cet espace et de son poids futur dans l'économie mondiale et dans les affaires internationales.

De même est-il édifiant de noter la diversité ethnique, linguistique, confessionnelle, culturelle, industrielle et technologique, ainsi que la disparité des niveaux et des défis de développement dans l'espace RCEP. Le RCEP a été ratifié, en Janvier 2021, à peine plus d'une année après son adoption en novembre 2020, malgré les nombreux conflits qui existent en son sein, entre ses membres et avec la Chine. La rapidité avec laquelle l'accord a été ratifié témoigne d'une capacité de négociation et de compromis, de la stabilité, de la résilience de cet espace et du consensus remarquable qui semble y prévaloir. La conclusion et la ratification de la RCEP, un espace de dynamisme et d'excellence, situé en face des côtes orientales de l'Afrique, est encore une autre initiative, qui crée des opportunités majeures pour l'Afrique et dans laquelle la Tunisie doit trouver sa place.

Plus tard, regrettant l'abandon du TPP, le Japon a préconisé un cadre nouveau, le CPTPP, Comprehensive and Progressive Agreement for TPP. La nouvelle administration Biden des USA, a aussi réintroduit le TPP sous une forme modifiée, IPEF, Indo-Pacific Economic Framework. Les deux initiatives incluent des pays pacifiques de l'hémisphère occidental et excluent la Chine. Le CPTPP du Japon, n'inclut ni les USA, ni la Corée du Sud, ni la Thaïlande, ni l'Indonésie.

F. L'Indopacifique

L'indopacifique est un concept développé en Allemagne dans les années 1920 et repris récemment par l'Inde, le Japon et les USA. Il fait référence à l'espace interface entre l'Océan Indien et l'Océan Pacifique, entre la Chine et l'Inde, ou entre l'Inde et la Polynésie. Il correspond ainsi à ce qu'on appelait aussi l'Indochine et à ce qu'on appelle encore aujourd'hui l'Indonésie. Deux détroits relient l'Océan Indien et l'Océan Pacifique, le détroit de Malacca et le détroit de Sundae. Le commerce de toute l'Asie de l'Est avec le Moyen Orient, avec la Méditerranée, avec l'Europe, et avec l'Afrique, passe par l'Indopacifique. Plus de 65% du commerce de la Chine transite par ce passage maritime,

exposant ce commerce aux attaques de pirates et aux risques techniques et géopolitiques. L'Indopacifique est aussi un passage et un enjeu sécuritaire important pour la marine des USA, et celles des autres puissances régionales, pour l'accès à la Mer de Chine Méridionale, à Taiwan et à Hong Kong.

La Chine accuse les USA de diviser la région par l'introduction d'alliances telles que le QUAD, l'AUKUS, etc., et d'une mentalité "OTAN" de blocs qui divise les pays du Pacifique. Les USA accusent la Chine de vouloir la chasser du Pacifique. Elle signale ses disputes nombreuses avec ses voisins au sujet de certaines îles et condamne la construction d'îles artificielles dans la Mer de Chine Méridionale et de mener des pratiques qui sont contraires au principe d'un Indopacifique libre et ouvert, FOIP. La signature d'accords entre la Chine et des îles du Pacifique une logique et une dynamique de Doctrine Monroe dans le Pacifique.

G. Multilatéralisme et Globalisation

La Chine a toujours plaidé pour le multilatéralisme onusien et la démocratie dans les affaires internationales. Pour elle, la guerre de l'Ukraine est une conséquence de l'unilatéralisme et de l'expansionnisme de l'OTAN. De même considère-t-elle que la politique de sanctions unilatérales est non seulement inefficace, mais aussi internationalement illégale. Les sanctions contre la Russie, comme l'interdiction de l'importation du gaz russe par l'Europe, unilatéralement imposée par les USA, a créé autant de problèmes pour l'Europe, pour l'économie et la sécurité alimentaire mondiales que pour la Russie, sans résoudre la crise. La tentative de descendre un mur bloquant les échanges entre l'Europe et la Russie, entre un bloc du bien et un bloc du mal, s'est avérée impossible.

Il faut souligner à ce titre et en soutien à ce point de vue chinois que la Globalisation est un mouvement de l'histoire. Il a créé un enchevêtrement irréversible des modes de travail, des chaînes d'approvisionnement et de valeurs et d'intérêts. Ce mouvement peut être ralenti ou bloqué, mais seulement pour un moment. Il y a donc un besoin pressant pour une gouvernance multilatérale qui tienne compte de ce développement historique. Après la révolution technologique dans le transport maritime et la révolution commerciale du 16ième siècle et après le traité de Westphalie en 1648, l'Europe est passé d'un système de relations et de gouvernance internationales basé sur l'Etat-cité à un système basé sur l'Etat-nation. La révolution industrielle et l'impérialisme européen ont étendu ce paradigme au reste du Monde. Il y a aujourd'hui un impératif de passage du système basé sur l'équilibre durable de puissance entre les états-nations à un système de relations et de gouvernance international basé sur l'équilibre durable de développement entre les régions.

IV. Relations bilatérales de la Chine

A. Importance des relations USA-Chine

Les relations Chine-USA seront un déterminant majeur des relations internationales pour le 21ème siècle. On évoque souvent l'inévitabilité du conflit futur dans ces relations, voire de la guerre entre les deux pays. On rappelle comme explication, la doctrine de Thucydide, l'ancien historien grec, sur l'inévitabilité du conflit et de la guerre entre une puissance montante et une puissance établie, comme ce fut le cas dans la guerre du Péloponnèse entre Sparte et Athènes, entre la Grèce et la Perse, ou entre Rome et Carthage, etc. On cite aussi comme exemples plus récents les guerres entre l'Empire Britannique et l'Allemagne et la guerre froide entre les USA et l'ancienne URSS.

Il faut cependant souligner que le cas des relations Chine-USA est très différent. Les relations commerciales, culturelles et humaines qui ont prévalu tout au long de plus de deux siècles entre la Chine et les USA, n'ont jamais existé entre les USA et l'URSS pour moduler la guerre froide. C'est peut-être l'absence de telles relations entre l'Occident et la Russie qui ont conduit aujourd'hui à la

guerre en Ukraine. Longtemps avant le voyage historique de Nixon en 1972, les USA et la Chine avaient déjà tissé, tout au long de l'histoire et à des occasions multiples, des relations et des alliances profondes et complexes. Au 19^{ème} siècle, les USA ont empêché le démantèlement de la Chine par les puissances européennes. Ils ont contribué à sa modernisation par l'accueil d'étudiants, la construction d'hôpitaux, d'universités, l'introduction d'un système bancaire, d'un système d'assurances modernes, de la presse, du cinéma, etc. Tsinghua, le Harvard de la Chine, a été fondée par les USA au 19^{ème} siècle. En retour, la Chine a contribué à l'essor industriel des USA, financé par les grandes plus-values du commerce avec la Chine. De même, les USA ont accueilli de milliers d'ouvriers chinois, devenus des sino-américains. Ces ouvriers ont contribué à l'assainissement de la vallée du Sacramento en Californie pour en faire l'une des régions agricoles les plus fertiles des USA. Ils ont contribué à la construction des routes et des chemins de fer de la Californie et ailleurs aux USA.

Ces relations et ces échanges denses et complexes se sont intensifiés et amplifiés après le rétablissement en 1979 des relations diplomatiques entre les deux pays. Malgré l'intermittence qui les a toujours caractérisés, ils ont abouti à l'émergence d'une puissante diaspora et de puissants groupes d'intérêts culturels, académiques, financiers, industriels et commerciaux. Il faut aussi souligner que certains états dans les régions et certains secteurs ont développé des relations et des intérêts forts indépendants de Washington, DC. Ces groupes sont actifs et agiront vigoureusement pour empêcher un dérapage majeur et permanent dans les relations entre les deux pays.

Enfin, avec les défis globaux tels que le changement climatique et, les pandémies, etc., la globalisation des chaînes de valeurs, le "Jeu" entre la Chine et les USA ne sera jamais plus un jeu à somme nulle, comme ce fut le cas dans le "Grand Jeu" entre l'empire Britannique et la Russie en Afghanistan au 19^{ème} siècle, la rivalité entre le Royaume Uni et l'Allemagne en 1914 et 1939, ou la guerre froide entre les USA et l'URSS. Pour utiliser une métaphore de Kishore Mahbubani, le Monde a évolué d'un système international de plusieurs navires distribués sur plusieurs océans, à plusieurs navires sur un seul océan, et aujourd'hui à plusieurs cabines dans un seul navire sur un seul océan.

B. Relations Afrique-Chine

Les relations contemporaines de la Chine avec l'Afrique remontent à la Conférence Afro-Asiatique de Bandung en 1955 en Indonésie. Elles se sont renforcées durant la longue et militante appartenance de la Chine au groupe G77 des non-alignés. Longtemps négligée, l'Afrique est devenue aujourd'hui "le Continent du Milieu", situé entre trois espaces de prospérité, les Amériques au large de l'Atlantique, l'Europe au Nord de la Méditerranée, et l'Est Asiatique au large de l'Océan Indien. L'Afrique est ainsi la frontière de développement du 21^{ème} siècle par sa position en intermarium, sa démographie, ses ressources naturelles, ses besoins en infrastructure et son nouveau pouvoir d'achat. La Chine a mis à contribution la bonne connaissance qu'elle a acquise des besoins de l'Afrique et le capital diplomatique qu'elle a développé tout au long de son appartenance militante au groupe du G77. Elle a intégré le Continent dans sa vision de co-développement Asie-Afrique-Europe matérialisée par l'initiative BRI. Par des projets comme le port de Douala au Cameroun, l'Afrique donne aussi à la Chine un accès utile à l'Atlantique.

V. Coopération Tunisie-Chine

A. Relations Tunisie-Chine

Les routes phéniciennes et carthaginoises de commerce international rencontrent les routes de la soie à plusieurs endroits sur les côtes de la Méditerranée Orientale, en Syrie, et en Asie Mineure. Ils

les rencontrent aussi dans l'intermarium Mer Caspienne-Golfe Persique. Il existe plusieurs témoins de ces rencontres. Une petite mosaïque, aujourd'hui au musée de Sousse, représente le symbole taïste chinois du Ying et du Yang. Elle remonte au 2^{ème} siècle et témoigne de ces rencontres. Plusieurs autres mosaïques au même musée représentant des symboles bouddhistes témoignent aussi de la familiarité des carthaginois avec ces symboles.

Les traditions culinaires telles que le thé, le baklava, les briks, etc., témoignent de l'importance et de la diversité des échanges entre le monde méditerranéen et l'Asie de l'Est dont la Chine. Les traditions métallurgiques représentées par le plateau ou 'siinya' en cuivre de thé ou de baklava, les traditions agricoles, telles que la culture du kaki ou plaqueminier, lotos, dans l'île des Lotophages (Djerba) d'Ulysse, la culture des agrumes, la culture du vers à soie à Gabes, des traditions artisanales telles le textile de la soie à Djerba, à Mahdia, etc., sont aussi des traditions bien ancrées dans le passé lointain ou proche ou encore dans le présent de la société tunisienne venant à la Tunisie directement ou indirectement de l'Est de l'Asie, portées par des voyages tels que ceux de Ibn Batouta.

Pour l'histoire contemporaine des relations entre les deux pays, on peut signaler d'abord la Conférence de Bandung 1955 et le soutien apporté à la Tunisie par la Conférence, dont la Chine était, avec l'Inde, un participant éminent. On peut-on signaler aussi la visite en Chine par le chercheur tunisien, Dr Béchir Turki, qui a présidé la Conférence Générale de l'AIEA en 1969, dont la Tunisie est membre fondateur en 1957. De même, doit-on signaler le vote de la Tunisie en 1972 en faveur du remplacement au Conseil de Sécurité des Nations Unies, de la République de Chine, Taiwan, par la République Populaire de Chine, de la Chine continentale, comme seul représentant légal de la Chine.

Plus tard, la Chine a conclu et réalisé en Tunisie, dans le cadre de l'APD, beaucoup de projets et de programmes, tels que des routes, des barrages, des complexes de sport et de Jeunesse, des programmes de santé, etc. Enfin, dans le cadre du partenariat dans le savoir et la technologie, un programme de formation quadrangulaire sur la lutte contre la désertification a été établi en 2001 entre l'IRA de Médenine en Tunisie, l'Académie des Sciences de Chine (CAS), l'Université de Tottori au Japon, et l'Université des Nations Unies, dont le siège est à Tokyo.

B. SWOT d'un partenariat Tunisie-Chine

Un partenariat Tunisie-Chine aujourd'hui mettrait à jour la coopération classique entre les deux pays. Il mettrait la Tunisie en contact avec le nouvel espace de dynamisme et d'excellence de l'économie mondiale, tel que le RCEP. Il permettra de concevoir et de mettre en vigueur des projets nouveaux en ligne avec la capacité économique, industrielle, économique et financière et le niveau technologique de la Chine d'aujourd'hui tels que reflétés dans les initiatives BRI, AIIB, etc., et dans son niveau industriel et technologique. Il offrirait des mécanismes de financement plus importants et plus flexibles.

La Tunisie contribuerait à ce partenariat en premier lieu son appartenance au Maghreb, à la Méditerranée, et à l'Afrique. Elle contribuerait sa position sur la Méditerranée Occidentale, sa proximité de l'Europe, en particulier de l'Italie, un acteur important dans l'initiative BRI. Elle contribuerait son capital diplomatique reconnu, en particulier avec le Maghreb, la Méditerranée Occidentale et l'Afrique. Elle contribuerait également son capital de compétences humaines dans une ère où l'innovation devient une priorité pour tous les pays et dans tous les secteurs.

C. Projets

Les projets à réaliser dans le cadre de ce partenariat ne doivent pas être de l'aide, c'est-à-dire des projets répondant à des priorités purement nationales. Ils doivent répondre aux priorités et être à la hauteur des attentes de toutes les parties prenantes, en particulier ceux de la Chine.

Les projets qui peuvent être imaginés peuvent être des projets d'infrastructure de connectivité, des projets d'intégration dans la chaîne d'approvisionnement et de valeurs, ou des projets de solution aux défis globaux tels que le changement climatique, l'eau, l'énergie, l'environnement, la biodiversité, les pandémies, etc.

Des exemples de projets d'infrastructure de connectivité sont des projets conçus autour du SEA-ME-WE, le câble de fibre optique Singapour-Marseille passant par Bizerte. D'autres projets de connectivité se rapportent à la sécurité énergétique. La guerre en Ukraine a fait prendre conscience à l'Europe et à tous les acteurs, d'une manière concrète et urgente, de l'impératif et de l'opportunité pour l'Europe de diversifier ses sources d'approvisionnement en énergie, d'élargir et de rééquilibrer vers le sud son paradigme et son réseau énergétique. Cette prise de conscience remet sur la table beaucoup de projets, dont le projet Elmed, dont le financement ne semblait pas prioritaire pour l'UE. D'autres connexions ont été proposées par des investisseurs, la connexion Gabes-Malte, la connexion Tabarka-Rome, etc. Le rééquilibrage du paradigme énergétique européen vers le Sud, ainsi que la transition énergétique exigée par le changement climatique remettent l'énergie solaire, le Sahara, et Desertec, reformulé pour inclure le photovoltaïque, à l'ordre du jour.

Les projets de connectivité routière, ferroviaire ou portuaire au niveau national, régional et continental sont aussi des projets qui répondent aux critères du partenariat Tunisie-Chine. Au de-là de la connectivité transméditerranéenne avec l'Europe au Nord, les projets proposés en Tunisie doivent se situer dans le contexte de connectivité continentale. De même peut-on imaginer une connectivité future élargie aux deux autres espaces de voisinage de l'Afrique, l'Indopacifique à l'Est et l'Atlantique à l'Ouest.

Des exemples de projets intégrant la Tunisie dans la chaîne globale d'approvisionnement et de production de valeurs sont les projets dans les secteurs de l'énergie, l'eau, la santé, de l'industrie pharmaceutique, et cosmétique, l'agriculture, etc.

La lutte contre la désertification, secteur dans lequel la Chine a un savoir-faire particulier et un intérêt partagé avec la Tunisie et beaucoup d'autres pays d'Afrique, est un exemple de projets de solutions aux défis globaux.

La recherche de vaccins et de solutions urgentes et efficaces à la pandémie du COVID-19, a démontré l'importance de la conversion des connaissances en solutions, et du partenariat dans le savoir pour l'innovation partagée, systématique et systémique. La Tunisie a démontré une bonne capacité de production des connaissances. Un partenariat Tunisie-Chine pourrait aider la Tunisie à améliorer/développer sa capacité de convertir ou transformer les connaissances en valeurs et en solutions, économiques, sociale ou culturelles.

VI. Conclusion

La Chine est aujourd'hui un acteur international majeur dans l'économie mondiale, dans la technologie, dans le commerce et l'investissement, dans l'APD (l'Aide Publique au Développement), et de plus en plus dans les affaires internationales, multilatérales, régionales et bilatérales.

Mettant à contribution sa longue histoire de commerce international tout au long des routes de la soie, terrestres et maritimes, son expérience au G77, au BRICS, RCEP, etc., sa propre expérience de développement qui a démontré l'importance de l'infrastructure et de la connectivité, la Chine a mis

en place une vision de co-développement réel, matérialisée par l'initiative BRI. Elle a aussi mis en place un environnement institutionnel d'accompagnement de cette initiative, tel que la AIIB.

Le positionnement de la Tunisie par rapport à ces initiatives et aux espaces dans lesquels la Chine joue un rôle central crée des contraintes des défis et des opportunités d'arbitrage complexes et difficiles. L'expérience de pays comme le Maroc, l'Egypte, l'Italie, la Grèce, la Pologne, l'EAU, le Qatar, l'Arabie Saoudite, etc. démontre que les défis d'arbitrage ne sont pas insurmontables.

La nouvelle de la mort de la Globalisation et du retour de l'ère des blocs est vastement exagérée, comme dirait Mark Twain. L'enchevêtrement fort et irréversible des chaînes d'approvisionnement, des valeurs, des intérêts et des menaces dans un monde hyper interdépendant, ne laisse pas de place pour les blocs d'équilibre durable de puissance. Il crée plutôt un impératif de réseaux de solidarité et d'équilibre durable de développement.